

épargne

conditions générales / **Borea Invest**



tout ce que vous devez savoir

avril 2009

d'Assurance / **nei erfannen**



Sommaire

section	page	contenu
Conditions générales		
	2	Définitions
	2	Documents contractuels
	2	Objet du contrat
	3	Prise d'effet et durée du contrat
	3	Renonciation au contrat
	3	Fonds d'investissement
	4	Versement des primes
	5	Frais applicables au contrat
	5	Investissement dans les fonds
	6	Disponibilité de l'épargne
	7	Prestations
	8	Règlement des prestations
	9	Garantie décès complémentaire
	11	Bénéficiaires
	11	Informations et correspondances
	11	Aspects fiscaux
	12	Frais bancaires
	12	Contestations et médiation
	12	Loi applicable et juridiction compétente

Conditions générales

1 Définitions

Aux termes du présent contrat, on entend par :

- la **Compagnie** : la société anonyme AXA Assurances Vie Luxembourg, compagnie d'assurance vie de droit luxembourgeois ;
- le **Preneur d'assurance** : la ou les personnes qui souscrivent le contrat d'assurance et qui sont mentionnées dans les conditions particulières. En cas de pluralité de **Preneurs d'assurance**, ces derniers sont réputés conclure conjointement le contrat et sont tenus de manière solidaire et indivisible par les obligations de ce dernier ;
- l'**Assuré** : la ou les personnes sur lesquelles repose le risque, en ce compris les garanties vie et décès, et qui sont mentionnées dans les **conditions particulières** ;
- le **Bénéficiaire** : la ou les personnes désignées par le **Preneur d'assurance** en faveur desquelles sont stipulées, en cas de vie de l'**Assuré** au terme du contrat ainsi qu'en cas de décès de l'**Assuré** avant l'échéance du contrat, les prestations assurées.

2 Documents contractuels

Le contrat d'assurance, ci-après dénommé le contrat, est constitué des documents suivants :

- la **proposition d'assurance** et autres questionnaires reprenant les caractéristiques de l'assurance et, pour la garantie décès optionnelle, les éléments d'appréciation du risque. Elle est remplie et signée par le **Preneur d'assurance** et l'**Assuré** ;
- les **conditions générales** définissant les droits et obligations des intervenants au contrat ;
- les **conditions particulières** personnalisant chaque contrat et contenant notamment les éléments relatifs au **Preneur d'assurance**, à l'**Assuré**, au **Bénéficiaire**, à la durée du contrat, etc. ;
- le **règlement de participation aux bénéfices** précisant l'attribution et la répartition des bénéfices financiers des fonds à taux garanti ;
- les **avenants** ultérieurs actant les éventuelles modifications apportées au contrat.

3 Objet du contrat

Borea Invest est un contrat d'assurance vie en euros à versements libres liés à des fonds d'investissement à taux garanti et/ou en unités de compte.

En cas de vie de l'**Assuré** au terme du contrat ou en cas de décès de l'**Assuré** avant l'échéance du contrat, la **Compagnie** verse un capital au **Bénéficiaire** désigné dans les **conditions particulières**.

Borea Invest peut comporter, à la demande du **Preneur d'assurance**, une garantie décès complémentaire dont les modalités sont désignées au point 13.

4 **Prise d'effet et durée du contrat**

Le contrat prend effet à la date mentionnée aux **conditions particulières** pour la durée qui y est prévue et prend fin au terme y indiqué. Le contrat prend également fin lors de la notification du décès de l'**Assuré** à la **Compagnie** ou encore en cas de rachat total.

5 **Renonciation au contrat**

Le **Preneur d'assurance** peut renoncer au contrat par lettre recommandée adressée à la **Compagnie** dans les 30 jours à compter du moment où il est informé de la conclusion du contrat.

La renonciation a pour effet de libérer les parties pour l'avenir de toute obligation découlant du contrat.

Le remboursement de la prime payée, déduction faite des frais de change éventuels, est effectué dans un délai de 30 jours à compter de la réception par la **Compagnie** du contrat original.

6 **Fonds d'investissement**

6.1 **Nature des fonds d'investissement**

Les fonds revêtent la forme soit d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM), soit de fonds internes qui représentent un ensemble d'actifs cantonnés au sein de la **Compagnie**.

Les fonds d'investissement sont des fonds à taux garanti ou des fonds en unités de compte.

6.1.1 Dans les fonds à taux garanti, la **Compagnie** garantit pour chaque versement le taux d'intérêt en vigueur à la date d'investissement.

La **Compagnie** se réserve le droit de clôturer un fonds à taux garanti à tout moment, en refusant de nouveaux versements, si les circonstances de marché impliquent que de nouveaux versements mettraient en péril les rendements actuels et futurs du fonds.

Dans ce cas, la **Compagnie** informe par courrier le **Preneur d'assurance** de la clôture du fonds et des options qui lui sont offertes.

6.1.2 Dans les fonds en unités de compte, les risques de placement sont supportés par le **Preneur d'assurance**, les unités de compte étant sujettes aux fluctuations à la hausse comme à la baisse des marchés financiers.

La **Compagnie** se réserve en outre le droit de modifier de manière notable la politique d'investissement d'un fonds en unités de compte ou de clôturer celui-ci.

Dans ce cas, la **Compagnie** informe par lettre recommandée le **Preneur d'assurance** des options qui lui sont offertes :

- arbitrer sans frais vers un autre support présentant une politique d'investissement et un niveau de chargements similaire ;
- arbitrer sans frais vers des supports sans risque de placement ;
- résilier le contrat d'assurance, sans indemnité de rachat à moins que la valeur des parts dans le fonds concerné soit inférieure à 20% de la valeur totale du contrat ; dans ce cas la possibilité de rachat sans frais est limitée aux parts du fonds concerné.

Sans réponse de la part du **Preneur d'assurance** endéans les 60 jours suivant l'envoi de ce courrier, la **Compagnie** arbitre sans frais vers un support sans risque de placement.

6.2 Informations sur les fonds d'investissement

Le **Preneur d'assurance** peut recevoir, à sa demande et sans frais, pour chaque fonds sélectionné au moment de l'investissement dans ce fonds, les informations suivantes :

- pour les fonds en unités de compte : le nom, la politique d'investissement, la classification par rapport au risque ou quant au profil de l'investisseur type, la nationalité, la conformité ou non à la directive modifiée 85/611/CE, la date de lancement et le cas échéant la date de clôture, la performance historique annuelle des cinq derniers exercices ou depuis sa date de lancement, les possibilités d'obtention ou de consultation du prospectus et des rapports annuels et semestriels, les modalités de publication des valeurs d'inventaire et les restrictions éventuelles de ce fonds.
- pour les fonds à taux garanti : le nom, la politique d'investissement, des indications quant au profil de l'investisseur type ou quant à l'horizon de placement, la date de lancement et le cas échéant la date de clôture, la performance historique annuelle des cinq derniers exercices ou depuis sa date de lancement.

7 Versement des primes

Le versement des primes est libre. La **Compagnie** se réserve le droit de fixer des montants minima pour la prime initiale et les primes complémentaires ainsi que des montants minima de primes par fonds d'investissement.

Le **Preneur d'assurance** indique au moment de la souscription la répartition de sa prime entre les fonds d'investissement choisis. A défaut de spécification contraire du **Preneur d'assurance**, la même répartition est utilisée pour les primes suivantes.

Aucune prime ne peut être versée à la **Compagnie** avant l'acceptation de la **proposition d'assurance** par cette dernière. Tout versement transféré à la **Compagnie** sans son accord préalable est placé, le cas échéant, sur un compte bancaire d'attente jusqu'à la fin d'une procédure de vérification de l'origine des fonds concernés.

8 Frais applicables au contrat

8.1 Frais d'entrée

Les frais d'entrée sont au maximum de 5% du montant de la prime versée.

8.2 Frais de gestion

Les frais de gestion appliqués sur les fonds en unités de compte sont de 1,15% en base annuelle. Les frais sont prélevés à chaque date de cotation du support financier sur le nombre de parts.

La **Compagnie** est en droit de modifier les frais de gestion tous les 5 ans si ceux-ci ne suffisent plus pour couvrir les frais de gestion et d'administration relatifs aux contrats **Borea Invest**. En cas de désaccord, le **Preneur d'assurance** peut mettre fin à son contrat sans frais.

8.3 Frais de rachat

Tout rachat effectué au cours des trois premières années à compter de la prise d'effet du contrat est diminué d'une indemnité de rachat égale à 0,1% du montant retiré, par mois restant à courir (mois du rachat compris) jusqu'à la fin de cette période.

L'indemnité de rachat n'est pas d'application sur la partie du montant total des rachats d'une même année, qui ne dépasse pas 15% de l'épargne constituée au 31 décembre de l'année précédente.

8.4 Frais d'arbitrage

Chaque arbitrage supporte des frais fixés à 0,5% du montant transféré. Toutefois, le **Preneur d'assurance** peut arbitrer gratuitement une fois par an.

9 Investissement dans les fonds

9.1 Investissement dans les fonds à taux garanti

L'investissement de la prime dans un fonds à taux garanti s'effectue le deuxième jour ouvrable suivant réception définitive du versement sur le compte bancaire de la **Compagnie**.

Chaque versement, après déduction des frais d'entrée, bénéficie du taux d'intérêt en vigueur à ce moment.

Le taux d'intérêt, pour un versement, est garanti jusqu'au 31 décembre de la huitième année civile à compter de celle du versement. Ensuite, durant des périodes consécutives de huit ans, le taux d'intérêt appliqué pour ce versement est celui en vigueur au 1^{er} janvier débutant chacune de ces périodes.

L'épargne constituée dans un fonds à taux garanti est formée par l'ensemble des versements, nets de frais d'entrée, capitalisés, déduction faite des éventuels rachats et arbitrages.

La **Compagnie** s'engage en outre à répartir et à attribuer sous la forme de participations aux bénéficiaires une part déterminée des bénéfices réalisés par le fonds cantonné, comme décrit dans le **règlement de participation aux bénéfices**. Cet octroi suppose que les opérations du fonds soient rentables.

9.2 Investissement dans les fonds en unités de compte

Chaque versement dans un fonds en unités de compte, après déduction des frais d'entrée, est converti dans la limite d'investissement de ce fonds en unités de compte.

La valeur de l'unité de compte retenue est la prochaine valeur liquidative de la part suivant la date d'investissement de la prime.

L'investissement de la prime initiale dans les fonds en unités de compte est toutefois différé jusqu'à l'expiration du délai de renonciation de 30 jours précisé au point 5 ci-avant. Pendant cette période, les versements nets sont investis dans un fonds de type monétaire.

L'épargne constituée dans un fonds en unités de compte est déterminée en multipliant le nombre d'unités de compte avec sa valeur à la date de calcul.

10 Disponibilité de l'épargne

10.1 Rachat

Le **Preneur d'assurance** peut, à tout moment, effectuer un rachat partiel ou total de la valeur de son contrat.

Le rachat partiel peut être subordonné au respect d'un montant minimum fixé par la **Compagnie** et une réserve minimale de 2.500 euros doit subsister dans chaque support financier.

Par ailleurs, pour les fonds en unités de compte, l'épargne du contrat doit respecter les limites d'investissement fixées pour chaque fonds, la **Compagnie** étant en droit sur cette base de refuser une demande de rachat partiel.

Le rachat total met fin au contrat.

La demande est effectuée sur base du formulaire disponible à la **Compagnie** daté et signé en y indiquant la répartition éventuelle entre les différents supports financiers et accompagné d'une photocopie de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité du **Preneur d'assurance**.

En cas d'acceptation du bénéfice du contrat par un **Bénéficiaire**, la demande de rachat doit être signée conjointement par le **Preneur d'assurance** et le **Bénéficiaire** acceptant.

La date retenue pour le calcul de la valeur de rachat dans les fonds à taux garanti est le jour de la réception par la **Compagnie** de la demande de rachat. En cas de rachat total, l'épargne constituée est à cette date totalement désinvestie.

La valeur de l'unité de compte retenue pour le calcul de la valeur de rachat dans les fonds en unités de compte est la prochaine valeur liquidative de la part suivant la date de la réception d'une demande de rachat dûment complétée à la **Compagnie**. En cas de rachat total, l'épargne constituée est à cette date totalement désinvestie.

10.2 Arbitrage

Le **Preneur d'assurance** peut à tout moment modifier l'orientation de l'épargne de son contrat en demandant, sur base du formulaire disponible à la **Compagnie**, le transfert de tout ou d'une partie de celle-ci dans un ou plusieurs autres supports financiers, sous réserve que l'épargne investie dans chaque support financier reste supérieure au montant minimum fixé par la **Compagnie**.

L'arbitrage doit respecter les limites d'investissement fixées pour chaque fonds, la **Compagnie** étant en droit sur cette base de refuser la demande d'arbitrage ou de la subordonner au respect d'un montant minimum fixé par la **Compagnie**.

10.3 Avance

Le contrat ne donne pas droit à des avances.

11 Prestations

11.1 En cas de vie de l'Assuré

En cas de vie de l'**Assuré** au terme du contrat, la **Compagnie** verse au **Bénéficiaire** un montant égal à l'épargne constituée arrêtée :

- dans les fonds à taux garanti : le jour de la date d'arrivée à terme ;
- dans les fonds en unités de compte : à la prochaine valeur liquidative de la part suivant la date d'arrivée à terme du contrat.

L'épargne constituée est, à cette date, totalement désinvestie.

11.2 En cas de décès de l'Assuré

En cas de pluralité des **Assurés** et en cas de décès de l'un d'eux, l'exécution de la prestation n'interviendra que lors du décès du dernier **Assuré**.

En cas de décès de l'**Assuré** avant le terme du contrat, la **Compagnie** verse au **Bénéficiaire** un montant égal à l'épargne constituée arrêtée :

- dans les fonds à taux garanti : au prochain jour ouvrable suivant la date de réception par la **Compagnie** de la lettre recommandée notifiant le décès ;
- dans les fonds en unités de compte : à la prochaine valeur liquidative de la part suivant la date de réception par la **Compagnie** de la lettre recommandée notifiant le décès.

L'épargne constituée est, à cette date, totalement désinvestie. La **Compagnie** ne peut être tenue responsable de la baisse de rendement éventuelle des supports financiers susceptible d'intervenir entre le décès de l'**Assuré** et la notification de celui-ci à la **Compagnie**.

Cette épargne est, le cas échéant, augmentée du capital assuré dans le cadre de la garantie décès complémentaire prévue au point 13 des présentes **conditions générales**.

11.3 En cas de décès du Preneur d'assurance

En cas de pluralité des **Preneurs** et en cas de décès de l'un d'eux avant le terme du contrat, tous les droits et obligations du contrat sont transmis au **Preneur** survivant. En cas de décès du **Preneur d'assurance**, s'il n'est pas l'**Assuré**, la propriété du contrat est transférée de plein droit à ce dernier.

12 Règlement des prestations

Le règlement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de 15 jours ouvrables à compter de la réception par la **Compagnie** de la quittance dûment retournée datée et signée par le **Bénéficiaire**.

Le paiement des prestations est subordonné à la réception par la **Compagnie** des documents suivants :

12.1 En cas de vie de l'Assuré

- une copie recto/verso de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité du **Bénéficiaire** ;
- un certificat de vie de l'**Assuré**, s'il est différent du **Bénéficiaire** ;
- un acte de notoriété établissant les droits du **Bénéficiaire** s'il n'est pas nommément désigné ;
- si le **Bénéficiaire** est juridiquement incapable, une copie des documents justificatifs attestant de la qualité de son représentant légal et la copie recto/verso de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité de celui-ci.

12.2 En cas de décès de l'Assuré

- un extrait de l'acte de décès de l'**Assuré** ;
- une copie recto/verso de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité du **Bénéficiaire** ;
- un certificat médical indiquant la cause du décès si le contrat comprend une garantie décès complémentaire ;
- un acte de notoriété établissant les droits du **Bénéficiaire** s'il n'est pas nommément désigné ;
- si le **Bénéficiaire** est juridiquement incapable, une copie des documents justificatifs attestant de la qualité de son représentant légal et la copie recto/verso de la carte d'identité ou du passeport en cours de validité de celui-ci.

La liste des documents énumérés aux points 12.1 et 12.2 est non exhaustive. Elle est renseignée à titre indicatif, certaines obligations légales pouvant en effet contraindre la **Compagnie** à demander au **Bénéficiaire** des documents complémentaires.

13 Garantie décès complémentaire

13.1 Objet

Le **Preneur d'assurance** a la possibilité d'opter pour une couverture supplémentaire en cas de décès dont le montant du capital, le coût et la durée sont indiqués dans les **conditions particulières** du contrat.

La garantie est limitée quant au montant et à la durée.

La **Compagnie** se réserve toutefois le droit de proposer ou non cette option de garantie décès complémentaire.

13.2 Risques

La **Compagnie** garantit tous les risques de décès de l'**Assuré** dans le monde entier et ce, quelle qu'en soit la cause, à l'exclusion des risques suivants :

13.2.1 Suicide

Le suicide de l'**Assuré** est couvert passé un délai d'un an après la prise d'effet de la garantie décès complémentaire.

13.2.2 Maladie

Le décès de l'**Assuré** résultant de maladies dont la première constatation médicale est antérieure à la date d'entrée en vigueur de la garantie et n'ayant pas été déclarée à la **Compagnie**.

13.2.3 Emeute

Le décès de l'**Assuré** survenu à la suite d'émeutes, de troubles civils, de tous actes de violence collectifs, d'inspiration politique, idéologique ou sociale accompagnés ou non de rébellion contre l'autorité ou tous pouvoirs institués, sauf si l'**Assuré** n'y a pas participé activement ou en tant que membre des forces chargées par les autorités du maintien de l'ordre.

13.2.4 Guerre

Le décès considéré comme risque de guerre n'est pas couvert par la **Compagnie**.

Est considéré comme risque de guerre :

- le décès, quelle qu'en soit la cause, survenu pendant que l'**Assuré** appartient à une armée ou à une formation armée quelconque prenant part à des hostilités présentant le caractère d'opérations de guerre, y compris la période d'une captivité éventuelle de guerre ;
- le décès, quelle qu'en soit la cause, survenu pendant que l'**Assuré** est l'objet d'une mesure de déportation ou d'internement par un belligérant ;
- le décès résultant directement ou indirectement de l'action des forces d'un belligérant quelconque, même sans participation de l'**Assuré** aux opérations de guerre, à la condition cependant que le décès survienne pendant les hostilités, ou dans le délai de six mois après la cessation des hostilités.

13.2.5 Fait intentionnel

Le décès de l'**Assuré** survenu par le fait intentionnel ou sur instigation du **Preneur d'assurance** ou du **Bénéficiaire**.

13.2.6 Navigation aérienne

Le décès de l'**Assuré** survenu des suites d'un accident d'un appareil de navigation aérienne sur lequel l'**Assuré** s'est embarqué est couvert, sauf s'il s'est embarqué en tant que pilote ou membre de l'équipage. Toutefois, le décès n'est pas couvert s'il s'agit d'un appareil :

- non autorisé au transport de personnes ou de choses ;
- prototype ;
- utilisé à l'occasion de compétitions ou exhibitions, essais de vitesse, raids, records ou tentative de records, ainsi que pendant tout essai en vue de participer à l'une de ces activités ;
- effectuant des vols d'essais ;
- de type "Ultra Léger Motorisé".

13.2.7 Autres risques

N'est pas couvert le décès de l'**Assuré** survenu suite à une condamnation à la peine capitale, à un duel ainsi qu'à la participation de l'**Assuré** à un crime ou à un délit.

13.3 Primes

Les primes relatives à cette garantie sont payables mensuellement par prélèvement automatique sur l'épargne acquise du support majoritaire de l'investissement.

En cours de contrat, s'il s'avère que l'épargne acquise devient insuffisante pour le prélèvement automatique desdites primes, la **Compagnie** se réserve le droit de réduire la garantie décès complémentaire en conséquence.

13.4 Rachat

En cas de rachat total, la garantie décès complémentaire prend fin avec effet immédiat.

13.5 Obligations du Preneur et de l'Assuré

Le contrat est établi sur base des renseignements fournis par le **Preneur d'assurance** et l'**Assuré**, si ce dernier est différent, qui sont responsables de leur exactitude.

Le **Preneur d'assurance** et l'**Assuré** sont tenus, sous peine de sanctions prévues par la loi, de déclarer exactement toutes les circonstances constitutives du risque connues d'eux et pouvant permettre à la **Compagnie** d'apprécier ce risque.

Pendant la durée d'un an à partir de la conclusion du contrat, la **Compagnie** se réserve le droit de vérifier l'exactitude des déclarations du **Preneur d'assurance** et de l'**Assuré** et éventuellement d'exiger tous renseignements complémentaires nécessaires à l'évaluation du risque, sous peine de nullité de la garantie décès complémentaire en cas de refus.

Toute réticence, omission ou fausse déclaration de la part du **Preneur d'assurance** ou de l'**Assuré** rendent la garantie décès complémentaire nulle lorsqu'elles diminuent l'appréciation du risque ou en changeant la nature de telle sorte que la **Compagnie**, si elle en avait eu connaissance, n'aurait pas contracté aux mêmes conditions.

Le **Preneur d'assurance** prend acte que les primes échues jusqu'au moment où la **Compagnie** a connaissance d'une omission ou fausse déclaration intentionnelles lui sont dues.

14 Bénéficiaires

Le **Preneur d'assurance** peut désigner un ou plusieurs **Bénéficiaires**.

Le **Preneur d'assurance** peut modifier sur demande écrite la clause bénéficiaire. Toutefois en cas d'acceptation du bénéfice, le **Preneur d'assurance** doit obtenir le consentement du **Bénéficiaire**.

Le **Bénéficiaire** peut accepter le bénéfice du contrat à tout moment. L'acceptation se fait par un avenant au contrat portant les signatures du **Bénéficiaire**, du **Preneur d'assurance** et de la **Compagnie**.

En cas d'acceptation du bénéfice, l'exercice du droit au rachat total ou partiel, du droit de cession ou de mise en gage est subordonné au consentement du **Bénéficiaire** acceptant.

15 Informations et correspondances

Toute communication du **Preneur d'assurance** à la **Compagnie** est à adresser par écrit au siège de la **Compagnie**. Le domicile du **Preneur d'assurance** est élu de droit à l'adresse mentionnée dans les **conditions particulières**.

Le **Preneur d'assurance** doit informer la **Compagnie**, par écrit et dans les meilleurs délais, de tout changement d'adresse.

En cas pluralité de **Preneurs d'assurance**, toute communication faite à l'adresse indiquée aux **conditions particulières** par la **Compagnie** est opposable à l'égard de l'ensemble des **Preneurs**.

Une fois par an, la **Compagnie** communique au **Preneur d'assurance** un état précisant l'épargne acquise du contrat au 31 décembre de l'année écoulée. Cette communication se fait au début de l'année suivante.

16 Aspects fiscaux

Tous les impôts, taxes et contributions, présents ou futurs, applicables au contrat ou aux sommes dues par le **Preneur d'assurance** ou la **Compagnie** sont à charge du **Preneur d'assurance** et/ou à charge du **Bénéficiaire**.

Les impôts et autres charges éventuelles applicables aux prestations sont généralement déterminés par la loi du pays de résidence du **Bénéficiaire**.

17 Frais bancaires

Les frais relatifs aux transferts de sommes entre les comptes bancaires de la **Compagnie** et ceux du **Preneur d'assurance** ou du **Bénéficiaire** sont respectivement à la charge du **Preneur d'assurance** ou du **Bénéficiaire**.

18 Contestations et médiation

Si, malgré les efforts déployés par la **Compagnie**, le **Preneur d'assurance** souhaite formuler des réclamations qui n'auraient pas reçu de réponse satisfaisante de la part de ses interlocuteurs habituels (intermédiaires, personnel commercial et administratif de la **Compagnie**), ce dernier est invité à soumettre ses doléances par écrit à la Direction Générale de la **Compagnie**.

Il peut également s'adresser au Commissariat aux Assurances ou à l'organisme de médiation institué sur l'initiative de l'Association des Compagnies d'Assurances et de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs, sans préjudice de la possibilité d'intenter une action en justice.

19 Loi applicable et juridiction compétente

Le contrat **Borea Invest** est régi par la loi luxembourgeoise.

Toute action en justice se rapportant au présent contrat relève de la compétence exclusive des tribunaux du Grand-duché de Luxembourg, sans préjudice de l'application des traités ou accords internationaux.

Pour plus de détails, contactez votre conseiller AXA

Nous comprenons que la souscription d'une assurance soulève de nombreuses et légitimes questions.

“Ai-je choisi la bonne compagnie, m'a-t-on conseillé le bon produit, serai-je bien remboursé en cas de sinistre... en résumé, puis-je avoir confiance ?”...

Nous sommes convaincus que cette confiance doit se gagner jour après jour.

C'est pourquoi, chez AXA nous nous engageons à adopter en toutes circonstances les trois attitudes suivantes :

Être disponible, être attentionné, être fiable.

prévoyance
épargne
pension complémentaire
investissements & placements
multirisques habitation
déplacements & loisirs
santé

(+352) 44 24 24-4545
www.axa.lu

4030/09 - W.04.2009 - Ed.04.2009 - 1500 - 37448